

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 MARS 1911.

PROPOSITION DE LOI CONCERNANT LES PENSIONS DE VIEILLESSE.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Les lois sur les pensions de retraite peuvent être classées, selon les principes dont elles s'inspirent, en trois grandes catégories : lois basées sur la liberté subsidiée, sur l'obligation et sur la solidarité nationale. La liberté subsidiée a été appliquée en France, où elle a été abandonnée; elle subsiste encore en Belgique, en Italie, en Espagne et au Portugal. L'obligation est à la base des systèmes allemands et français. Enfin la solidarité nationale, ou pension gratuite, a reçu sa première application au Danemark, où elle fonctionne depuis 1891; elle a été adoptée successivement depuis 1898 dans les colonies australiennes et en 1908 en Grande-Bretagne.

En Belgique on avait essayé de résoudre le problème par la liberté subsidiée, qui est le principe essentiel de la loi du 10 mai 1900.

Cette loi, qui avait pour but d'assurer, au moyen de l'affiliation à la Caisse de retraite, des pensions aux personnes appartenant aux classes laborieuses, notamment aux ouvriers proprement dits, a complètement échoué. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer le nombre d'ouvriers affiliés à la Caisse de retraite au nombre total d'ouvriers du pays : cette proportion était en 1908 inférieure à un septième et ne pourra plus guère augmenter.

En effet, le nombre total d'ouvriers des deux sexes, industriels, agricoles, d'intérieur et domestiques, peut être évalué à 1,895,000 en prenant pour base le recensement de 1900, en tenant compte de l'augmentation de la

population depuis lors et en écartant les ouvriers de l'Etat ayant droit à une pension et tous ceux âgés de plus de 65 ans ⁽¹⁾.

A ce nombre il faut ajouter celui des femmes d'ouvriers n'étant pas ouvrières elles-mêmes, lequel peut être évalué à 355,000 ⁽²⁾.

Le chiffre des personnes appartenant à la classe ouvrière et susceptibles d'affiliation d'après la loi s'élève ainsi à 2,250,000.

Pour déterminer le nombre des ouvriers réellement affiliés, il faut commencer par établir le nombre total des personnes affiliées à la Caisse de retraite et rechercher ensuite la proportion des ouvriers parmi ces personnes.

Or le nombre des livrets sur lesquels il a été fait des versements en 1908, dernière année mentionnée dans les rapports de la Caisse de retraite, est de 644,000. Quant à la proportion des ouvriers parmi les affiliés, nous pouvons l'évaluer approximativement en nous basant sur les statistiques dressées en 1906 par la province du Brabant et, en 1910, par le Comité de patronage des habitations ouvrières de l'arrondissement de Nivelles. Toutes deux accusent très sensiblement une proportion de 50 % d'ouvriers, ouvrières et femmes d'ouvriers ⁽³⁾.

En appliquant ce chiffre aux 644,000 affiliés, nous arrivons à la conclusion que sur les 2,250,000 ouvriers susceptibles d'affiliation 306,000 seulement, ou moins d'un septième, étaient en 1908 affiliés à la Caisse de retraite.

De plus, le tableau ci-dessous montre, d'après la progression continue des livrets abandonnés, que le nombre total des livrets recevant annuelle-

(1) D'après le recensement de 1900, il y avait 1,281,009 ouvriers et 555,700 ouvrières. La population totale de la Belgique ayant augmenté d'environ 10 % de 1900 à 1908, ces chiffres doivent être portés à 1,400,000 et 610,000, soit ensemble 2,010,000. La loi de 1900 n'exclut du bénéfice des primes parmi les mutualistes que les agents de l'Etat qui ont droit à une pension en vertu des lois et règlements qui les régissent, c'est-à-dire principalement les ouvriers du chemin de fer qui sont au nombre d'environ 40,000. Nous doublerons ce chiffre et nous admettrons que 80,000 ouvriers de l'Etat sont exclus du bénéfice des primes. Nous admettrons encore que les ouvriers âgés de plus de 65 ans, c'est-à-dire 1 3/4 % des ouvriers (d'après le recensement de 1896) ou 35,000, ne doivent plus s'affilier à cause de leur âge. Cela porte à 1,895,000 le total des ouvriers susceptibles d'affiliation.

(2) Le recensement de 1900 indique que dans le pays 34 % des hommes aussi bien que des femmes sont mariés. Dans l'établissement de cette proportion, il est tenu compte des enfants en dessous de 15 ans, qui forment plus d'un quart de la population totale; mais comme parmi les ouvriers il n'y a que peu d'enfants âgés de moins de 15 ans, la proportion des personnes mariées devra être pour eux majorée d'un tiers ou de 11 %, ce qui la porte en tout à 45 %. Il y a par conséquent parmi les 1,400,000 ouvriers et 610,000 ouvrières, 630,000 hommes et 275,000 femmes mariés. Supposons que toutes les ouvrières mariées soient des femmes d'ouvriers, il restera 630,000 — 275,000 = 355,000 femmes d'ouvriers qui ne sont pas des ouvrières.

(3) L'enquête faite par la province du Brabant en 1906 a relevé 28,374 ouvriers sur 56,186 affiliés, soit 50 1/2 %, celle faite par le Comité de patronage de Nivelles 7,715 ouvriers sur 15,766 affiliés, soit 49 %.

ment des versements ne dépassera jamais 650,000, et que, par conséquent, la loi est arrivée dès maintenant à peu près à son maximum d'effet.

Année.	Nouvelles affiliations.	Total des livrets à la fin de l'année.	Nombre des livrets sur lesquels des verse- ments ont été faits dans l'année.	Nombre de livrets abandonnés.	Augmenta- tion des livrets aban- donnés sur l'année précédente.	Pourcentage des livrets sur lesquels on n'a pas versé.	Augmenta- tion de ce poucen- tage.
1900	136,000	300,000	230,000	70,000	—	23 %	—
1901	134,000	430,000	—	—	—	—	—
1902	91,000	517,000	391,000	126,000	—	24 ½ %	1 ½ %
1903	115,000	627,000	466,000	161,000	35,000	25 ½ %	1 %
1904	75,000	700,000	503,000	197,000	36,000	28 %	2 ½ %
1905	85,000	780,000	542,000	238,000	41,000	30 %	2 %
1906	86,000	858,000	579,000	279,000	41,000	33 %	3 %
1907	75,000	920,000	596,000	324,000	45,000	35 %	2 %
1908	85,000	1,000,000	611,000	389,000	65,000	39 %	4 %
1909	82,000	1,085,000	632,000	453,000	64,000	42 %	3 %
1910	82,000	1,167,000	642,000	525,000	72,000	45 %	3 %
1911	82,000	1,249,000	649,000	600,000	75,000	48 %	3 %
1912	82,000	1,331,000	652,000	679,000	79,000	51 %	3 %
1913	82,000	1,413,000	650,000	763,000	84,000	54 %	3 %

Les chiffres imprimés en caractères gras sont déduits mathématiquement de ceux des années précédentes.

Une autre cause de faiblesse de la loi résulte de la durée excessive de la période transitoire. Elle a pour conséquence une insuffisance manifeste du taux des pensions, insuffisance qui se fera sentir encore pendant quarante ou cinquante ans au moins. En 1909, sur 39,899 personnes entrées en possession de leurs rentes, 31,214, c'est-à-dire 80 %, touchaient moins de 24 francs. Si l'on tient compte de l'irrégularité et de la modicité des versements, il est à craindre que, même dans la période définitive, les pensions n'arriveront que rarement au chiffre de 360 francs visé par le législateur.

Ces quelques considérations nous permettent d'affirmer que la loi de 1900 n'a pas atteint le but qu'elle s'était proposé et ne pourra jamais l'atteindre. D'ailleurs, en France et en Italie la liberté subsidiaire a produit des résultats beaucoup moins satisfaisants encore, de sorte qu'elle doit être définitivement écartée.

Nous restons ainsi en présence des deux autres systèmes : assurance obligatoire et pension gratuite.

Examinons rapidement chacun de ces deux systèmes tels qu'il est appliqué chez nos trois grands voisins : l'Allemagne, la France, l'Angleterre.

Allemagne. — L'assurance est obligatoire pour tous les ouvriers et domestiques des deux sexes âgés de plus de 16 ans, quel que soit leur salaire. Pour les autres salariés (contremaîtres, employés du commerce et de l'industrie, etc.), elle n'est obligatoire que si leur salaire annuel ne dépasse pas 2,500 francs; s'il varie entre 2,500 et 3,750 francs, l'assurance est facultative. Elle l'est également pour les artisans et les petits patrons n'employant régulièrement pas plus de deux ouvriers.

L'assurance se fait à des caisses d'assurances régionales, instituées par l'État, au nombre de trente et une pour tout l'Empire, ou à certaines caisses professionnelles agréées par l'État au nombre de dix; ces dernières visent particulièrement les ouvriers mineurs. Toutes ces caisses sont autonomes. Elles sont administrées par un Conseil composé de fonctionnaires de l'État ou des communes, de patrons et d'ouvriers, et soumises au contrôle de l'État.

Les cotisations sont hebdomadaires, elles sont égales pour les employeurs et les salariés. Les versements des salariés sont prélevés sur le salaire par l'employeur; le montant total du prélèvement et de la contribution patronale est représenté par un timbre mobile que l'employeur doit apposer sur la carte de l'assuré. Chaque caisse d'assurance a ses timbres propres qui s'achètent à tous les bureaux des postes de la région correspondante.

Les assurés sont divisés en cinq classes suivant leurs salaires moyens annuels; les cotisations sont de 17 $\frac{1}{2}$, 25, 30, 37 $\frac{1}{2}$ ou 45 centimes par semaine, soit en moyenne à peu près 2 % des salaires.

L'assuré a droit à sa prime à partir de 70 ans, ou avant cet âge en cas d'invalidité, si, dans les deux cas, il a versé ses cotisations pendant un certain nombre minimum de semaines.

L'invalidité est déterminée par l'incapacité de gagner plus d'un tiers du salaire normal. Actuellement les neuf dixièmes des pensionnés sont des invalides.

Le taux de la pension est composé de trois facteurs :

1° Une quotité fixe variant d'après la classe du salaire entre fr. 72.50 et 125 francs en cas d'invalidité, et entre fr. 72.50 et fr. 212.50 en cas de vieillesse ;

2° Une allocation fixe et uniforme de l'état de fr. 62.50 par assuré ;

3° En cas d'invalidité, un supplément pour chaque semaine de cotisation variant entre 3 $\frac{3}{4}$ et 15 centimes suivant la classe du salaire.

La moyenne des pensions a augmenté d'une façon continue depuis 1891 : elle était en 1908, pour l'invalidité, de 210 francs et pour la vieillesse, de 203 francs.

Ce système est loin d'être scientifique, il n'est pas basé sur la capitalisation proprement dite. Mais les recettes annuelles dépassant considérablement les dépenses, il y a tous les ans des excédents qui s'accumulent et portent intérêts. Ils se montaient à la fin de 1908 à plus de 1 $\frac{3}{4}$ milliards de francs.

Pour la même année, les recettes ont été de 355 millions, dont 230 millions provenant par moitiés égales des cotisations des assurés et des patrons, 63 millions des allocations de l'État et 64 millions des intérêts du capital accumulé. Les dépenses n'ont été que de 250 millions, dont 225 millions pour les pensions et 25 millions, soit un dixième, pour les frais d'administration. Le nombre des assurés était de 15 $\frac{1}{4}$ millions.

Sans entrer dans une considération de principe et sans discuter les inconvénients que peut présenter l'accumulation de si énormes capitaux, nous pensons que cette formidable organisation, qui se superpose à d'autres organisations semblables pour la maladie et les accidents, porte en elle les causes de ses vices : elle nécessite une administration très coûteuse payée actuellement en grande partie par les assurés mêmes; son rouage est d'une complication extrême qui donne inévitablement lieu à des froissements et à des conflits entre patrons et ouvriers; les salariés sont soumis à un contrôle étroit, une surveillance presque inquisitoriale qui pèsent sur eux pendant toute leur vie.

De plus, un certain nombre de travailleurs — et parmi les plus nécessaires — qui n'ont pas de patron direct échappent fatalement à l'assurance : c'est le cas pour plusieurs centaines de mille travailleurs à domicile. Enfin, ceux qui, tout en n'étant pas des salariés proprement dits, ne gagnent pas plus qu'eux, comme les petits cultivateurs, ne peuvent pas bénéficier des avantages de la loi. Pour eux, il ne restera, s'ils n'ont pu épargner suffisamment pour leurs vieux jours, que l'assistance privée ou publique.

France. — La base est, comme dans le système allemand, l'obligation, mais il y a de notables différences dans l'organisation. L'assurance est obligatoire pour tous les salariés des deux sexes gagnant moins de 3,000 francs; elle est facultative pour les fermiers, métayers, cultivateurs, artisans et petits patrons et pour les salariés gagnant entre 3,000 à 5,000 francs.

Les versements obligatoires, égaux pour les employeurs et salariés, sont fixes et uniformes, quel que soit le salaire. Ils sont de 9 francs par an pour les hommes, 6 francs pour les femmes et fr. 4.50 pour les assurés au-dessous de 18 ans.

Les cotisations sont faites, comme en Allemagne, par les employeurs au moyen d'apposition de timbres mobiles sur des cartes, mais elles ne sont pas nécessairement hebdomadaires.

L'assurance est faite aussi à des caisses agréées et contrôlées par l'État, mais le choix en est laissé à l'assuré. Ces caisses ne sont plus régionales comme en Allemagne, ce sont ou bien la Caisse nationale de retraite ou des caisses départementales ou régionales de retraite, ou des caisses patronales ou syndicales.

Enfin, on a dû tenir compte du nombre et de l'importance des sociétés de secours mutuels : elles sont également admises — à condition d'être agréées par l'État — à assurer leurs sociétaires et jouissent même de certaines faveurs spéciales.

Toutes ces caisses sont complètement indépendantes les unes des autres, tandis qu'en Allemagne une grande partie des pensions (les trois quarts de la pension de vieillesse et la partie fixe de la pension d'invalidité) sont supportées par la « charge commune » à laquelle chaque caisse contribue par le versement des 40 % de ses recettes.

En France, chaque assuré a son compte individuel, tandis qu'en Allemagne toute individualité disparaît. L'assuré reçoit la pension constituée par la capitalisation des versements faits à son nom, il s'agit donc ici de capitalisation pure. Les versements des patrons sont toujours fait à capital aliéné; ceux des salariés peuvent, s'ils le demandent, être faits à capital réservé.

A la pension ainsi constituée il est ajouté à 65 ans, âge de l'entrée en jouissance, une allocation viagère de l'État fixée à 60 francs. Pendant la période transitoire, qui durera vingt ans, l'allocation est majorée jusqu'à concurrence de 100 francs, suivant l'âge de l'assuré.

En cas d'incapacité de travail avant l'âge de 65 ans, l'assuré aura le droit de liquider anticipativement sa pension; l'allocation de l'État sera, dans ce cas, fixée par un règlement spécial, sans pouvoir dépasser 60 francs. La liquidation anticipée ne donne généralement droit qu'à une très petite pension. On voit donc qu'en France la loi vise surtout la vieillesse, les cas d'invalidité n'étant considérés qu'accessoirement, tandis qu'en Allemagne la loi s'applique principalement aux invalides.

La loi française n'étant pas encore entrée en vigueur, il est impossible de juger ses effets. En principe, elle présente les mêmes inconvénients que la loi allemande : administration coûteuse, rouage compliqué, surveillance pesant sur les salariés. En ce qui concerne les travailleurs à domicile, leur situation devra être déterminée par un règlement d'administration publique, elle n'est donc pas réglée par la loi elle-même, ce qui constitue pour eux un grand désavantage.

Enfin, les petits cultivateurs ont, il est vrai, la faculté de s'assurer; c'est un progrès sur la loi allemande, mais quel sera le nombre de ceux qui useront de cette faculté?

Il faut remarquer que l'assurance obligatoire a rencontré en France pendant longtemps une opposition acharnée de la part des salariés et des mutualités, qui voyaient en elle un empiétement sur leurs fonctions. A la première enquête, en 1901, 13 % seulement des réponses avaient été favorables au principe de l'obligation; à la seconde, en 1907, la proportion avait été de 34 %. Voici ce qu'en conclut M. Cuvinot, rapporteur, au Sénat, de la loi de 1910 : « De l'ensemble des dispositions il est difficile de conclure, comme on l'a souvent répété, que la proposition de loi soumise en 1900 à la Chambre des Députés et la proposition votée en 1906 par la Chambre soient attendues avec impatience par la démocratie ».

Il ne faut donc pas chercher en France les motifs de l'adoption de ce système dans la sympathie qu'il inspirait, mais plutôt dans l'impuissance de la liberté subsidiaire à résoudre le problème, malgré tous les efforts des législateurs et des hommes d'œuvre.

Angleterre. — En Angleterre, le législateur s'est toujours refusé à inscrire l'obligation dans la loi. La question des pensions de vieillesse a été étudiée par six commissions successives de 1885 à 1903, l'application de l'assurance obligatoire en Allemagne a beaucoup préoccupé l'opinion anglaise. Malgré cela, parmi une centaine de projets qui ont reçu quelque publicité entre 1890 et 1900, il n'en est à peu près aucun qui soit taillé sur le modèle allemand.

Cette froideur de l'opinion anglaise à l'égard des idées allemandes en cette matière s'explique par la profonde différence qui sépare les caractères des deux nations. L'idée de l'obligation répugne à l'ouvrier anglais qui redoute, à juste titre, de voir en découler une réglementation restrictive de cette liberté qui lui est si chère et de ne pas pouvoir disposer, comme il l'entend, du montant intégral de son salaire. Nous sommes en droit de nous demander si l'ouvrier belge ne pense pas de même sur cette question.

Voici en grandes lignes la loi anglaise : Toute personne âgée de plus de 70 ans ayant un revenu inférieur à 34 livres sterling par an (795 francs) reçoit une pension variant entre 1 shelling et 5 shellings par semaine, suivant ses ressources. En fait, presque tous les pensionnés (90 %) reçoivent le maximum, 325 francs par an.

Mais pour avoir droit à la pension, il faut remplir certaines conditions de moralité : ne pas avoir subi de condamnation pénale, ne pas toucher de secours de l'assistance publique, ne pas être paresseux par habitude. Le fait d'avoir effectué certains versements minimum à des sociétés de secours mutuels et d'avoir placé certaines sommes en épargne est considéré comme une preuve suffisante qu'il n'y a pas exclusion pour cause de paresse.

Le fonctionnement de la loi est extrêmement simple. Un agent nommé par l'État pour une circonscription déterminée (il y en a en tout 572) est chargé de recevoir les demandes et de faire les enquêtes; sur son rapport, un Comité local, nommé par les Conseils des comtés, bourgs ou districts, statue sur les demandes; le *Local Government Board* reçoit l'appel des décisions des Comités locaux.

Les pensions sont payées hebdomadairement par les bureaux des postes. Elles sont complètement à la charge du Trésor public. Au 31 mars 1910, elles étaient au nombre d'environ 700,000, soit 53 % de la population âgée de 70 ans. Le nombre des cas d'appel n'a été, entre le 29 mars 1909 et le 31 mars 1910, que de 5,600 soit 8 %, ce qui prouve bien la simplicité de la loi. Les pensions ont été en moyenne de 315 francs, la dépense totale de 220 millions et les frais d'administration de 1,850,000 francs seulement.

A côté de ses avantages incontestables la loi anglaise présente le grave inconvénient de ne considérer que la vieillesse et pas l'invalidité. Mais le législateur a manifesté l'intention de rattacher l'invalidité à la maladie et de légiférer pour les deux cas simultanément.

Quant aux deux objections capitales qu'on élève entre le système anglais, elles sont beaucoup plus apparentes que réelles : ses adversaires lui repro-

chent d'être une loi de pure assistance, de tuer la prévoyance, l'effort individuel et, en second lieu, de coûter trop cher au Trésor public.

En ce qui concerne le premier de ces reproches, le législateur a eu le plus grand souci de distinguer nettement la pension de l'assistance, qui a été de tout temps très bien organisée en Angleterre. Celle-ci dépend du bon vouloir de ses dispensateurs, tandis que la pension est un droit pour ceux qui remplissent les conditions requises. L'assisté est privé en Angleterre des droits électoraux, alors que le pensionné jouit de tous ses droits civils et politiques.

Du reste, tout système de pension, qu'il soit basé sur la liberté subsidiée ou sur l'assurance obligatoire, comprend une certaine part d'assistance par suite de l'intervention de l'État et du patron. Ce n'est qu'une question de plus ou de moins, et rien n'empêche l'État, une fois que le principe de l'intervention est admis, de prendre toute la pension à sa charge.

Quant à l'épargne et l'affiliation aux sociétés de secours mutuels, elles sont protégées autant que possible par la disposition citée plus haut concernant la paresse. Rien n'empêche d'ailleurs de concilier ce système avec celui de la liberté subsidiée et d'encourager la prévoyance par des subsides de l'État pour ceux qui voudraient se constituer une pension supérieure au minimum garanti par la loi. Mais est-il possible d'aller au delà ? N'avons nous pas en Belgique un exemple frappant de l'inanité d'une législation visant uniquement la prévoyance libre et l'effort individuel ? L'obligation elle-même qu'a-t-elle de moral ou de social ? L'ouvrier à qui son patron prélève une partie de son salaire pour lui constituer une retraite, fait-il acte de prévoyance ?

Nous pensons donc qu'il ne faut pas attacher trop d'importance à cet argument présenté souvent par ceux qui invoquent la liberté, quand en réalité ils ne veulent rien faire. On peut au contraire dire en faveur de la loi anglaise qu'au Danemark un système analogue fonctionne depuis 1891 et y donne toute satisfaction. En Angleterre même, les dépôts à la Caisse d'épargne ont augmenté pendant la première année d'application de la loi, en 1909, de 100,000,000 de francs ; ces dépôts sont en moyenne de 500 francs, ils sont donc bien faits par des personnes appartenant à la classe des travailleurs.

En ce qui concerne le second reproche, de coûter trop cher au Trésor public, il est exact que le système anglais est beaucoup plus onéreux pour l'État, c'est-à-dire la collectivité, que l'assurance obligatoire si l'on n'envisage que la charge directe. Mais il faut tenir compte des charges indirectes, des sommes énormes payées sous forme de cotisation par les employeurs et les salariés. Elles constituent un véritable impôt dont sont frappées l'industrie et l'agriculture et qui peut avoir pour elles les conséquences les plus graves au point de vue de l'exportation. À l'intérieur du pays, son poids retombera fatalement sur les consommateurs, c'est-à-dire sur la collectivité, en augmentant le coût de la vie, de sorte qu'en dernière analyse c'est encore la collectivité tout entière qui supporte la charge des pensions comme dans le système anglais. Mais celui-ci présente sur l'assurance obligatoire le

grand avantage qu'il permet de répartir la charge comme on veut et frapper, par exemple, les classes aisées sans atteindre les classes pauvres.

Le principal avantage de la loi anglaise à nos yeux, celui qui prime tous les autres, c'est qu'elle ne vise pas une classe déterminée, ouvriers, artisans ou petits cultivateurs, mais tous ceux qui à l'âge de la vieillesse et après avoir mené une vie probe et laborieuse sont dans le besoin, parce que leurs salaires ou leurs autres ressources étaient insuffisants pour leur permettre de se constituer une pension de vieillesse. Aucune législation basée sur des contributions préalables des bénéficiaires ne pourra atteindre un but aussi large et aussi noble. C'est le côté vraiment humain, généreux et à la fois pratique de la loi anglaise, devant lequel toutes les autres considérations devraient disparaître. C'est d'ailleurs aussi l'idéal poursuivi par la loi de 1900, qu'elle n'a malheureusement pas pu atteindre à cause des faux principes sur lesquels elle était basée.

En résumé, des trois systèmes de pension de vieillesse le premier, basé sur la liberté subsidiée, quoique bien supérieur aux deux autres en théorie, doit être écarté, parce qu'en pratique il s'est montré inefficace partout où il a été appliqué. L'obligation, bien qu'inférieure à la liberté au point de vue moral et social, a sur elle le grand avantage d'avoir fait ses preuves en Allemagne. Mais ce qui est bon pour un pays ne l'est pas nécessairement pour un autre. D'ailleurs, ce système soulève même en Allemagne de nombreuses critiques, surtout celle d'exclure un grand nombre de travailleurs n'ayant pas de patron direct : ceux-ci échappent à l'obligation et n'ont par conséquent aucun droit à la pension.

Nous ne devons donc pas nous laisser éblouir par l'exemple de l'Allemagne : la mentalité et les mœurs y sont tout autres que chez nous, les salaires sont plus élevés, les industries sont en grande partie protégées par des droits.

Pour ces motifs, nous pensons qu'il ne faut pas en Belgique s'engager dans la voie de l'obligation, sauf peut-être pour quelques grandes industries telles que celle des houillères.

Il ne reste donc que le système de la pension gratuite. Nous nous rendons compte que lui aussi est loin d'être parfait, qu'il prête le flanc à bien des critiques; mais somme toute il présente le moins d'inconvénients graves et est surtout seul capable de résoudre le problème pour toutes les personnes, sans exceptions, qui ont droit à l'intervention de l'État en matière de pension de vieillesse.

*
* *

La proposition de loi n'envisage que la vieillesse et pas l'invalidité. Celle-ci se rattache directement à la maladie, dont elle est la prolongation, pour autant qu'elle ne tombe pas sous l'application de la loi sur les accidents du travail.

Nous estimons donc qu'il serait prématuré de légiférer sur l'invalidité

avant la maladie, mais nous ne doutons pas que ces deux questions seront l'objet d'un très prochain examen.

La proposition de loi, en s'inspirant des lois anglaise et danoise sur les pensions de vieillesse, se rapproche en beaucoup de points de la partie de la loi du 10 mai 1900 relative aux dispositions transitoires (art. 9 et 10).

Nous croyons utile d'en rappeler ici le texte :

« Une allocation de 65 francs sera accordée à tout ouvrier ou ancien ouvrier belge ayant une résidence en Belgique, âgé de 65 ans au 1^{er} janvier 1901 et se trouvant dans le besoin.

« Sont admis, dans les mêmes conditions, à jouir de cette allocation, au fur et à mesure qu'ils atteindront l'âge de 65 ans, les travailleurs âgés d'au moins 55 ans à la date du 1^{er} janvier 1901, etc. »

Cette disposition transitoire ne s'applique donc plus aux personnes nées après 1845, c'est-à-dire qu'à partir de 1911 les personnes atteignant 65 ans n'auront plus droit à l'allocation.

Mais il est certain que, en présence du grand nombre de personnes visées par la loi qui ne sont pas affiliées et de l'insuffisance des pensions après dix ans d'existence de la loi, le Gouvernement se trouvera dans l'obligation de proroger indéfiniment la disposition transitoire; en fait, l'allocation de 65 francs peut être considérée comme définitivement acquise; le Gouvernement est donc entré déjà dans la voie que nous préconisons.

Cette allocation de 65 francs est absolument insuffisante, si elle doit devenir une pension de vieillesse.

Nous avons adopté le taux de 360 francs, 1 franc par jour, qui répond au desideratum généralement admis.

Nous n'avons pas limité la pension aux ouvriers ou anciens ouvriers comme le fait la disposition transitoire, nous estimons qu'elle doit être accordée à toute personne qui en a besoin et qui en est digne, sans distinction de profession. En fait, la très grande majorité des bénéficiaires seront des ouvriers ou anciens ouvriers. Nous reconnaissons d'ailleurs que l'application de la disposition transitoire est faite, en règle générale, dans un esprit très large et généreux.

Pour les autres éléments de la proposition de loi, nous nous sommes efforcé de respecter autant que possible l'esprit de la disposition transitoire et des arrêtés royaux qui s'y rapportent : nous avons maintenu l'âge de 65 ans et adopté les mêmes bases pour déterminer les conditions du besoin.

Mais nous avons voulu enlever à la pension le caractère précaire et un peu arbitraire de l'allocation; c'est la raison pour laquelle nous avons fixé dans la loi même, aussi exactement que possible, les conditions du besoin, qui donnent à tous ceux qui les remplissent un droit à la pension (art. 2).

Nous avons tâché aussi de lui ôter tout caractère de bienfaisance : c'est pour ce motif que le fait de recevoir habituellement des secours pécuniaires d'un bureau de bienfaisance prive celui qui les reçoit du droit à la pension (art. 3, 1^o).

Nous avons eu également en vue de ne pas nuire à l'épargne ni à la

prévoyance : c'est pourquoi, dans l'évaluation des revenus, il n'est pas tenu compte de l'immeuble servant d'habitation et appartenant à l'impétrant, si cet immeuble est exempt de la taxe personnelle en vertu de la loi sur les habitations ouvrières, ni des dépôts à la Caisse d'épargne inférieurs à 3,000 francs, ni des rentes constituées à la Caisse de retraite, jusqu'à concurrence de 360 francs par an (art. 2).

En ce qui concerne les Comités des pensions qui se substituent aux Comités de patronage pour l'octroi des pensions, nous nous sommes efforcé de les mettre à l'abri de toute influence politique en excluant les personnes occupant un mandat public.

Nous avons multiplié le nombre des Comités des pensions, de façon à réduire leur circonscription (art. 9); nous avons prévu un agent des pensions pour faire le travail matériel des enquêtes et décharger ainsi les comités (art. 11).

Nous avons jugé utile d'adjoindre aux Comités, à titre consultatif, un fonctionnaire du Ministère du Travail, qui pourra les éclairer sur l'application, souvent difficile, de la loi, et un médecin, qui pourra contrôler les déclarations des impétrants quand le besoin est causé par une maladie ou une infirmité.

Les agents des pensions, fonctionnaires indépendants et permanents, chargés des enquêtes, et pouvant éventuellement prendre leur recours devant la Commission d'appel, exerceront un contrôle direct sur les décisions des comités des pensions.

Nous avons cru nécessaire d'ajouter un article (art. 16) modifiant la loi du 10 mai 1900 de telle façon que les personnes affiliées à la Caisse de retraite par l'intermédiaire des mutualités soient mises sur le même pied que les affiliés directs et soient exclus du bénéfice des primes si elles payent la quotité d'impôt prévue à l'article 2. Nous avons voulu faire cesser ainsi les abus auxquels l'application actuelle de la loi donne lieu.

A. MAY.

**Proposition de loi concernant
les pensions de vieillesse.**

ARTICLE PREMIER.

Tout sujet belge âgé de 65 ans au moins recevra une pension de 360 francs par an à charge du Trésor public s'il justifie devant les autorités compétentes :

1° Qu'il possède la qualité de Belge depuis vingt ans au moins avant la demande ;

2° Qu'il a résidé en Belgique ou au Congo pendant cinq ans avant la demande, ou pendant trente ans à toute autre époque ;

3° Qu'aucune des clauses d'exclusion ci-après énumérées ne lui est applicable ;

4° Que ses ressources évaluées comme il sera dit ci-après n'excèdent pas 360 francs par an.

ART. 2.

Les ressources de l'impétrant seront établies d'après les résultats de l'année antérieure à celle durant laquelle la demande sera instruite.

Toutefois il ne sera pas tenu compte des avantages que l'impétrant retire :

1° Du produit de son travail ;

2° De son affiliation à une caisse de retraite ou à une société de secours mutuels, à moins que les pensions accumulées n'excèdent la somme de 600 francs.

Wetsvoorstel betreffende de ouderdomspensioenen.

ARTIKEL 1.

Elke Belgische onderdaan, die den leeftijd van ten minste 65 jaar heeft bereikt, ontvangt een jaarlijksch pensioen van 360 frank ten laste van de Schatkist, indien hij voor de betrokken overheidspersonen bewijst :

1° Dat hij, sedert ten minste twintig jaar vóór de aanvraag, de hoedanigheid van Belg bezit ;

2° Dat hij in België of in Congoland heeft verbleven gedurende vijf jaar vóór de aanvraag, of gedurende dertig jaar op elk ander tijdstip ;

3° Dat geen van de hierna vermelde bedingen van uitsluiting op hem toepasselijk is ;

4° Dat zijne geldmiddelen, berekend zooals verder wordt gezegd, 360 frank per jaar niet te boven gaan.

ART. 2.

De geldmiddelen van den verzoeker worden vastgesteld naar de uitkomsten van het jaar voorafgaande aan dit gedurende hetwelk de aanvraag wordt onderzocht.

Komen echter niet in aanmerking de voordeelen die de verzoeker trekt :

1° Uit de opbrengst van zijnen arbeid ;

2° Uit zijne aansluiting bij eene pensioenkas of bij eene maatschappij van onderlingen bijstand, tenware de bijeengenomen pensioenen de som van 600 frank niet overtreffen.

Dans ce cas il y aura lieu à réduire la pension payée par le Trésor jusque due concurrence;

3^o De la possession d'une maison exonérée de contributions et taxes, par application de l'article 10 de la loi du 9 août 1889, ou de la possession d'un capital mobilier ou d'un bien dont l'import ou la valeur n'excèdent pas 5,000 francs. Les conjoints non séparés de corps ni divorcés sont présumés jouir par moitié des ressources communes.

S'il est établi que l'impétrant s'est dépouillé de tout ou partie de ses biens dans le but d'obtenir la pension, la valeur aliénée sera comptée fictivement dans ses ressources. Il sera exclu du bénéfice de la pension pour un terme de trois ans.

ART. 3.

Seront exclus du bénéfice de la présente loi :

1^o Ceux qui reçoivent habituellement de la bienfaisance publique des secours en espèces ou sous forme d'hospitalisation. L'assistance médicale et pharmaceutique ne sont pas considérées comme secours au sens de la présente disposition;

2^o Ceux qui, étant valides, ne seront pas livrés à un travail régulier pour subvenir à leurs besoins et à l'entretien des membres de leur famille auxquels ils devaient des aliments;

3^o Ceux qui ont été frappé de la suspension de leurs droits électoraux par application de l'article 21 de la loi électorale, pour la durée de cette suspension.

In dit geval moet het pensioen, door de Schatkist betaald, worden vermindert tot 't verschuldigd bedrag;

3^o Uit het bezit van een huis, vrijgesteld van belastingen en heffingen, met toepassing van artikel 10 der wet van 9 Augustus 1889, of uit het bezit van een roerend kapitaal of van een goed waarvan het bedrag of de waarde 5,000 frank niet te boven gaan. De niet van tafel en bed gescheiden en de niet wettelijk gescheiden echtgenooten worden geacht de middelen, die hun gemeen zijn, elk voor de helft te genieten.

Is het bewezen, dat de verzoeker zich heeft ontmakt van al zijne goederen of van een gedeelte daarvan ten einde het pensioen te verkrijgen, dan wordt de vervreemde waarde medegeteld als bevat in zijne middelen. Hij wordt uitgesloten van de weldaad van het pensioen voor een termijn van drie jaren.

ART. 3.

Worden niet tot het voordeel dezer wet toegelaten :

1^o Zij, die gewoonlijk vanwege de openbare weldadigheid onderstand in geld of onder den vorm van opneming in een zieken- of armbuis genieten. Genees- en artseneijkundige hulp wordt niet beschouwd als onderstand naar luid van deze bepaling;

2^o Zij die, in 't bezit van hun werkkraacht, niet regelmatig hebben gearbeid ten einde te voorzien in hunne behoeften en in het onderhoud der leden van hunne familie aan wie ze verzorging verschuldigd waren;

3^o Zij die, met toepassing van artikel 21 der kieswet, werden gestraft met schorsing van hunne kiesrechten, voor den duur dezer schorsing.

ART. 4.

La pension sera retirée s'il est établi :

1° Qu'une des conditions prévues à l'article 1 n'était pas remplie ou a cessé de l'être;

2° Qu'une des causes d'exclusion prévues aux articles 2 et 3 existait au moment de l'octroi de la pension ou s'est produite ultérieurement.

ART. 5.

Les pensions de vieillesse régies par la présente loi sont payables par anticipation et par quartiers trimestriels de la manière et moyennant les justifications prescrites par un arrêté royal.

ART. 6.

La pension commence à courir à partir du trimestre qui suit l'introduction de la demande.

ART. 7.

La pension est incessible et insaisissable.

ART. 8.

Il est statué sur toutes les demandes de pension de vieillesse, ainsi que toutes les questions s'y rapportant, notamment en ce qui concerne le retrait d'une pension accordée précédemment, par les Comités des pensions.

ART. 9.

Il sera institué au moins un Comité des pensions par arrondissement admi-

ART. 4.

Het pensioen wordt ingetrokken, wanneer het is bewezen :

1° Dat eene der voorwaarden, voorzien bij artikel 1, niet was vervuld of ophield te zijn vervuld;

2° Dat eene der oorzaken van uitsluiting, voorzien bij de artikelen 2 en 3, bestond op 't oogenblik dat het pensioen werd toegekend of zich later voordeed.

ART. 5.

De ouderdomspensioenen, door deze wet beheerd, zijn vooruit en bij driemaandelijksche gedeelten betaalbaar, op de wijze bepaald bij een koninklijk besluit en mits de bewijzen, daarbij vereischt, zijn ingebracht.

ART. 6.

Het pensioen gaat in te rekenen van het trimester volgende op het indienen der aanvraag.

ART. 7.

Het pensioen kan afgestaan noch in beslag genomen worden.

ART. 8.

Over al de aanvragen tot bekoming van een ouderdomspensioen, alsmede over al de vraagstukken die daarop betrekking hebben, namelijk wat betreft het intrekken van een vroeger verleend pensioen, wordt uitspraak gedaan door de Pensioenscomiteiten.

ART. 9.

Er wordt ten minste één Pensioenscomiteit ingesteld per bestuurs-

nistratif. Un arrêté royal pris en exécution de la présente loi déterminera leur nombre et leur juridiction, selon la population; il y en aura au moins un par 100.000 habitants.

ART. 10.

Chaque Comité se composera : des juges de paix de son ressort; d'un nombre égal de fonctionnaires de l'enregistrement à désigner par le Gouvernement; d'un nombre égal de représentants des institutions de prévoyance du ressort à désigner par la Députation permanente; de dix membres à désigner, moitié par le Gouvernement et moitié par la Députation permanente, parmi les personnes n'occupant aucun mandat public.

Tous les membres du Comité devront être domiciliés dans son ressort.

A chaque Comité seront adjoints, à titre consultatif, un fonctionnaire du Ministère du Travail et un médecin assermenté à désigner par le Ministre du Travail.

ART. 11.

Un arrêté royal nomme pour le ressort de chaque Comité des pensions un ou plusieurs fonctionnaires, agents des pensions, chargés de faire une enquête et de rédiger un rapport sur toute demande de pension ou toute question s'y rapportant, soumises au Comité des pensions de son ressort.

Le Comité des pensions pourra adjoindre aux agents des pensions des délégués choisis dans son sein ou en dehors, lesquels accompagneront les agents dans leurs enquêtes et feront rapport conjointement avec eux.

arrondissement. Een koninklijk besluit, ter uitvoering van deze wet uitgevaardigd, bepaalt hun getal en hun rechtsgebied, volgens de bevolking; er moet er ten minste één zijn per 100,000 inwoners.

ART. 10.

Elk Comiteit bestaat uit : de vrede-rechters van zijn gebied; een gelijk getal ambtenaren der registratie, door de Regeering aan te wijzen; een gelijk getal vertegenwoordigers dervoorzorgsinstellingen van het gebied, door de Bestendige Deputatie aan te wijzen; tien leden voor de helft aan te wijzen door de Regeering, voor de helft door de Bestendige Deputatie, onder de personen aan wie geen enkel openbaar mandaat is opgedragen.

Al de leden van het Comiteit moeten hunne woonplaats hebben binnen het gebied daarvan.

Aan elk Comiteit worden, tot raadgeving, toegevoegd een ambtenaar van het Ministerie van Arbeid en een beëdigde geneesheer, door den Minister van Arbeid aan te wijzen.

ART. 11.

Een koninklijk besluit benoemt, voor het gebied van ieder Pensioenscomiteit, één of meer ambtenaren, pensioensagenten geheeten, gelast een onderzoek in te stellen naar en een verslag op te maken over elke aanvraag om pensioen of over elk vraagstuk, daarmede in verband staande, aan het Pensioenscomiteit van zijn gebied onderworpen.

Het Pensioenscomiteit kan aan de pensioensagenten afgevaardigden toevoegen, uit zijn midden of daarbuiten gekozen; deze afgevaardigden staan de agenten ter zijde bij hun onderzoek en doen verslag, gezamenlijk met hen.

ART. 12.

Il est nommé par province une Commission d'appel composée de cinq membres : deux nommés par le Ministre du Travail dont l'un choisi parmi les membres du Conseil supérieur de l'Industrie et du Travail et l'autre parmi les fonctionnaires supérieurs de l'un des départements ministériels; deux nommés par la Députation permanente, dont l'un choisi parmi les conseillers de la Cour d'appel du ressort et l'autre parmi les membres du Conseil supérieur de l'Industrie et du Travail; un nommé par le Ministre des Finances et choisi parmi les directeurs de l'enregistrement ou des contributions.

Les décisions de la Commission d'appel sont définitives.

ART. 13.

Les demandes de pension sont établies suivant des formules déterminées par un arrêté royal; elles doivent être adressées au Comité des pensions soit par l'impétrant, soit par l'Administration communale.

ART. 14.

Le Comité des pensions se réunit au moins une fois par trimestre et statue, sur rapport de l'agent des pensions, sur toutes les demandes de pension ou les questions s'y rapportant reçues pendant le trimestre précédent.

ART. 15.

L'agent des pensions et l'impétrant peuvent prendre leur recours devant la Commission d'appel contre toute décision du Comité.

ART. 12.

Er wordt, per provincie, eene Commissie voor hooger beroep benoemd, bestaande uit vijf leden : twee aangewezen door den Minister van Arbeid, één van dezen gekozen onder de leden van den Hoogeren Raad van Nijverheid en Arbeid, de andere onder de hooge ambtenaren van een der ministerieele Departementen; twee benoemd door de Bestendige Deputatie, één van dezen gekozen onder de raadsheeren bij het Hof van beroep des gebieds, de andere onder de leden van den Hoogeren Raad van Nijverheid en Arbeid; één benoemd door den Minister van Financiën en gekozen onder de bestuurders der Registratie of der Belastingen.

De beslissingen van de Commissie voor hooger beroep zijn eindbeslissingen.

ART. 13.

De pensioensaanvragen geschieden in den vorm, bij koninklijk besluit vastgesteld; zij moeten worden gezonden aan het Pensioenscomité, hetzij door den verzoeker, hetzij door het Gemeentebestuur.

ART. 14.

Het Pensioenscomité vergadert ten minste eenmaal per trimester en doet, op verslag van den pensioensagent, uitspraak over al de pensioensaanvragen of vraagstukken die daarop betrekking hebben, gedurende de voorgaande drie maanden ontvangen.

ART. 15.

De pensioensagent en de verzoeker kunnen van elke beslissing des Comité's in beroep komen bij de Commissie voor hooger beroep.

ART. 16.

Toute personne lésée par le refus ou le retard du Comité des pensions peut s'adresser dans les formes prescrites par arrêté royal à la Commission d'appel. Celle-ci peut évoquer l'affaire et statuer souverainement sur la demande, ou la renvoyer devant le Comité en lui impartissant un délai pour prononcer

ART. 17.

Il sera pourvu par arrêté royal à toutes les mesures d'exécution de la présente loi.

ART. 18.

La loi du 10 mai 1900 est modifiée comme suit :

ARTICLE 1^{er}, 1^o Après les mots : « sous la garantie de l'État », intercaler : « soit directement soit ».

ARTICLE 1^{er}, 2^o Supprimé.

ART. 2. Supprimer le mot « directement ».

ART. 16.

Elke persoon, gekrenkt door weigering of nalatigheid vanwege het Pensioenscomiteit, kan zich, in den bij koninklijk besluit voorgeschreven vorm, wenden tot de Commissie voor beroep. Deze kan zich zelf met de zaak belasten en, in hoogsten aanleg, uitspraak doen over de aanvraag of deze verwijzen naar het Comiteit, met bepaling van een termijn voor de uitspraak.

ART. 17.

Bij koninklijk besluit wordt voorzien in al de maatregelen tot uitvoering dezer wet.

ART. 18.

De wet van 10 Mei 1900 wordt gewijzigd als volgt :

ARTIKEL 1, 1^o na de woorden : « onder waarborg van den Staat », in te voegen : « hetzij rechtstreeks, hetzij » ;

ARTIKEL 1, 2^o valt weg.

ART. 2. Het woord « rechtstreeks » valt weg.

A. MAY.

L. JOUREZ.

Eg. MASSON.

R. CLAES.

ALBERT ASOU.

PAUL NEVEN.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 MAART 1911.

WETSVOORSTEL BETREFFENDE DE OUDERDOMSPENSIOENEN.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wetten op de lijfrenten kunnen gerangschikt worden in drie klassen, naar gelang van de beginselen waarvan zij uitgaan : wetten gesteund op de gesubsidieerde vrijheid, op de verplichting en op de nationale solidariteit. De gesubsidieerde vrijheid wordt toegepast in Frankrijk, doch men heeft er van afgezien; zij bestaat nog in België, in Italië, in Spanje en in Portugal. De verplichting dient tot grondslag aan het Duitsch en aan het Fransch stelsel. Eindelijk, de nationale solidariteit, of het kosteloos pensioen, werd voor het eerst toegepast in Denemarken, waar zij bestaat sedert 1894; sedert 1898 werd het achtereenvolgens aangenomen in de Australische koloniën en, in 1908, in Groot-Brittannië.

In België had men getracht het vraagstuk op te lossen door de gesubsidieerde vrijheid, die het hoofdbeginsel is van de wet van 10 Mei 1900.

Deze wet, welke moest dienen om, door middel van aansluiting bij de Lijfrentekas, pensioenen te verschaffen aan personen behorende tot de werkende klassen, namelijk aan de eigenlijke werklieden, mislukte volkomen. Om zich daarvan te overtuigen, kan het volstaan het getal bij de Lijfrentekas aangesloten werklieden te vergelijken met het gezamenlijk getal werklieden in het land : deze verhouding was, in 1908, minder dan een zevende en kan schier niet meer vergrooten.

Inderdaad, het geheele getal arbeiders van beiderlei kunne, bij nijverheid, landbouw, huiswerk, dienstboden inbegrepen, kan worden berekend op 4,893,000, tot grondslag nemende de volkstelling van 1900, rekening houdende met de toeneming van de bevolking sedert dat tijdstip en ter zijde.

latende de werklieden van den Staat, die recht hebben op een pensioen, en al degenen die meer dan 65 jaar oud zijn ⁽¹⁾.

Aan dit getal is toe te voegen dit der vrouwen van werklieden, die zelve geene werksters zijn, en 't welk kan worden geschat op 355,000 ⁽²⁾.

Het getal personen behoorende tot de werkende klas en die kunnen aangesloten worden volgens de wet, bedraagt dus 2,250,000.

Om te bepalen hoeveel werklieden inderdaad zijn aangesloten, moet men eerst en vooral vaststellen het getal personen die zijn aangesloten bij de Lijfrentekas en vervolgens opzoeken de verhouding van werklieden onder deze personen.

Welnu, het getal spaarboekjes waarop stortingen zijn gedaan in 1908, het laatste jaar vermeld in de verslagen der Lijfrentekas, bedraagt 644,000. De verhouding van werklieden, onder de aangeslotenen, kunnen wij nabijkomend schatten, steunend op de statistieken, in 1906 opgemaakt door de provincie Brabant en in 1910 door het Beschermingscomiteit voor de werkmanswoningen in het arrondissement Nijvel. Beide geven ten naasten bij eene verhouding van 50 % mannelijke en vrouwelijke werklieden en echtgenooten van werklieden ⁽³⁾.

Past men dit cijfer toe op de 644,000 aangeslotenen, dan komen wij tot de gevolgtrekking, dat op de 2,250,000 werklieden die kunnen aangesloten worden, slechts 306,000 of min dan een zevende in 1908 waren aangesloten bij de Lijfrentekas.

Daarenboven bewijst onderstaande tabel, volgens de gestadige toeneming

(1) Volgens de volkstelling van 1900, waren er 1,281,009 mannelijke en 555,700 vrouwelijke werklieden. Daar de gansche bevolking van België toenam van 1900 tot 1908 met nagenoeg 10 %, moeten deze cijfers worden gebracht op 1,400,000 en 610,000, dus te zamen 2,010,000. Door de wet van 1900 zijn enkel van de weldaad der premiiën onder de mutualisten uitgesloten de beambten van den Staat, die recht hebben op een pensioen krachtens de wetten en reglementen hen betreffende, 't is te zeggen inzonderheid de spoorwegarbeiders, ten getale van ongeveer 40,000. Dit cijfer zullen wij verdubbelen en aannemen dat 80,000 werklieden van den Staat zijn uitgesloten van de weldaad der premiiën. Verder zullen wij aannemen dat de werklieden van meer dan 65 jaar, 't is te zeggen $1\frac{3}{4}$ % (volgens de volkstelling in 1890) of 35,000, zich niet meer moeten aansluiten uit hoofde van hun leeftijd. Dit brengt op 1,895,000 het gezamenlijk cijfer van de werklieden die kunnen worden aangesloten.

(2) De volkstelling van 1900 bewijst, dat in ons land 34 % zoowel mannen als vrouwen gehuwd zijn. Bij het vaststellen van deze verhouding is rekening gehouden met de kinderen beneden 15 jaar, die meer dan een vierde uitmaken van de gansche bevolking; doch dewijl er onder de werklieden maar weinig kinderen beneden 15 jaar zijn, moet de verhouding der gehuwden voor hen worden verhoogd met een derde of 11 %, wat ze ten slotte op 45 % brengt. Bijgevolg zijn er onder de 1,400,000 mannelijke en de 610,000 vrouwelijke werklieden, 630,000 gehuwde mannen en 275,000 gehuwde vrouwen. Ondersteld dat al de gehuwde werksters vrouwen van werklieden zijn, dan blijven er 630,000 — 275,000 = 355,000 vrouwen van werklieden die zelve geene werksters zijn.

(3) Het onderzoek, in 1906 ingesteld door de provincie Brabant, geeft 28,374 werklieden aan op 56,186 aangeslotenen, dus 50 $\frac{1}{2}$ %; ditgene ingesteld door het Beschermingscomiteit van Nijvel, 7,715 werklieden op 15,766 aangeslotenen, dus 49 %.

van de niet voortgezette spaarboekjes, dat het gansche getal van de spaarboekjes waarop jaarlijks stortingen worden gedaan, nooit meer zal bedragen dan 650,000, en dat bijgevolg de wet van nu af aan al het uitwerksel heeft gehad dat zij kan voortbrengen.

Jaar.	Nieuwe aansluitingen.	Totaal der spaarboekjes op het einde van het jaar.	Getal spaarboekjes waarop stortingen zijn gedaan binnen het jaar.	Getal niet voortgezette spaarboekjes.	Vermeerdering van het getal niet voortgezette spaarboekjes tegen het voorgaande jaar.	Percentage van de spaar- boekjes waarop niet is gestort.	Vermeer- dering van deze percentage.
1900	136,000	300,000	230,000	70,000	—	23 %	—
1901	134,000	430,000	—	—	—	—	—
1902	91,000	517,000	391,000	126,000	—	24 ½ %	1 ½ %
1903	115,000	627,000	466,000	161,000	35,000	25 ½ %	1 %
1904	75,000	700,000	503,000	197,000	36,000	28 %	2 ½ %
1905	85,000	780,000	542,000	238,000	41,000	30 %	2 %
1906	86,000	858,000	579,000	279,000	41,000	33 %	3 %
1907	75,000	920,000	596,000	324,000	45,000	35 %	2 %
1908	85,000	1,000,000	611,000	389,000	65,000	39 %	4 %
1909	82,000	1,085,000	632,000	453,000	64,000	42 %	3 %
1910	82,000	1,167,000	642,000	525,000	72,000	45 %	3 %
1911	82,000	1,249,000	649,000	600,000	75,000	48 %	3 %
1912	82,000	1,331,000	652,000	679,000	79,000	51 %	3 %
1913	82,000	1,413,000	650,000	763,000	84,000	54 %	3 %

De met vette letter gedrukte cijfers zijn wiskundig afgeleid van die der voorgaande jaren.

Eene andere oorzaak van de zwakheid der wet volgt uit den overdreven duur van het overgangstijdvak. Dit verwekt eene blijkbare ontoereikendheid van het bedrag der pensioenen, wat zich nog zal doen gevoelen gedurende ten minste veertig of vijftig jaren. In 1909 trokken, op 39.899 personen, in 't bezit van hunne rente getreden, 31,241, 't is te zeggen 80 %, minder dan 24 frank. Houdt men rekening met het onregelmatige en het geringe van de stortingen, dan is het te vreezen dat, zelfs in het definitieve tijdvak, de pensioenen hoogst zelden het door den wetgever beoogde cijfer van 360 frank zullen bereiken.

Deze weinige bedenkingen laten ons toe te beweren, dat de wet van 1900 niet heeft bereikt het doel dat zij zich voorstelde en het nooit zal kunnen bereiken. Overigens heeft in Frankrijk en in Italië de gesubsidiëerde vrijheid nog veel minder bevredigende uitslagen opgeleverd, zoodat zij voorgoed moet worden afgewezen.

Zoo blijven wij staan tegenover de twee andere stelsels : verplichte verzekering en kosteloos pensioen.

Laten we een vluggen oogslag werpen op beide stelsels, zooals ze zijn toegepast bij onze drie groote naburen : Duitschland, Frankrijk, Engeland.

Duitschland. — De verzekering is verplicht voor alle werklieden en dienstboden van beiderlei kunne, meer dan 16 jaar oud, wat ook hun loon zij. Voor de andere loontrekkenden (meesterknechten, bedienden in handel en nijverheid, enz.) is zij maar verplicht wanneer hun jaarloon niet meer dan 2,500 frank bedraagt; loopt het van 2,500 tot 3,750 frank, dan staat het hun vrij, zich al dan niet te verzekeren. Dit laatste geldt insgelijks voor ambachtslieden en kleine patroons, die in den regel niet meer dan twee werklieden hebben.

De verzekering geschiedt bij gewestelijke verzekeringskassen, ingesteld door den Staat, ten getale van een en dertig voor gansch het Rijk, of bij sommige beroepskassen, toegelaten door den Staat, ten getale van tien; deze laatste beoogen inzonderheid de mijnwerkers. Elk dezer kassen staat op zich zelf. Zij worden beheerd door een Raad, bestaande uit ambtenaren van den Staat of van de gemeenten, uit patroons en werklieden en staan onder het toezicht van den Staat.

De stortingen geschieden wekelijks; ze zijn gelijk voor de werkgevers en de werknemers. De stortingen der loontrekkenden worden door den werkgever afgehouden van het loon; het volle bedrag van de afhouding en van de bijdrage der patroons is vertegenwoordigd door een los zegel, dat de werkgever moet aanbrengen op de kaart van den verzekerde. Elke verzekeringskas heeft hare eigen zegels, te koop in al de postkantoren van de streek.

De verzekerden zijn verdeeld in vijf klassen, volgens hun gemiddeld jaarloon; de stortingen bedragen 17 $\frac{1}{2}$, 25, 30, 37 $\frac{1}{2}$ of 45 centiemen per week, dus gemiddeld nagenoeg 2 % van het loon.

De verzekerde heeft recht op zijne premie te rekenen van 70 jaar of vóór dien leeftijd, ingeval van invaliditeit, zoo hij in beide gevallen zijne stortingen heeft gedaan gedurende een zeker minimum van weken.

De invaliditeit wordt vastgesteld door de onbekwaamheid om meer dan een derde van het geregeld loon te winnen. Thans zijn van de gepensioneerden negen tienden invaliden.

Het bedrag van het pensioen bestaat uit drie bestanddeelen :

1^o Een vast bedrag verschillende, volgens de klas van het loon, tusschen fr. 72.50 en 125 frank ingeval van invaliditeit, en tusschen fr. 72.50 en fr. 212.50 ingeval van ouderdom;

2^o Eene vaste en gelijke toelage, vanwege den Staat, van fr. 62.50 per verzekerde;

3^o Ingeval van invaliditeit, eene bijlage voor iedere weekstorting, verschillende tusschen 3 $\frac{3}{4}$ en 15 centiemen, volgens de klas van het loon.

Sedert 1891 is het gemiddeld cijfer der pensioenen gestadig toenomen: in 1908 bedroeg het 210 frank voor de invaliditeit en 203 frank voor den ouderdom.

Dit stelsel is op verre na niet wetenschappelijk ; het steunt niet op eigenlijke kapitalisatie. Doch, daar de jaarlijksche ontvangsten de uitgaven merkkelijk overtreffen, zijn er elk jaar overschotten die aangroeien en interest opbrengen. Op 't einde van 1908 beliepen zij meer dan 4 $\frac{3}{4}$ milliard frank.

Voor hetzelfde jaar bedroegen de ontvangsten* 355 miljoen, waaronder 230 bij gelijke helften opgeleverd door de bijdragen van de verzekerden en van de patroons, 63 miljoen door de tegemoetkoming vanwege den Staat en 64 miljoen door de interesten van het bijeengebracht kapitaal. De uitgaven bedroegen slechts 250 miljoen, waarvan 225 miljoen voor de pensioenen en 25 miljoen, een tiende, voor de kosten van bestuur. Het getal verzekerden was 15 $\frac{1}{4}$ miljoen.

Zonder te treden in eene beschouwing van het beginsel en zonder te gewagen van de bezwaren die de opeenhooping van zulke overgrootte kapitalen na zich kan slepen, denken wij dat deze ontzaglijke inrichting, gepaard met andere dergelijke instellingen tegen ziekte en ongevallen, de oorzaken van hare gebreken in zich zelve besluit : zij vergt een zeer kostbaar bestuur, grootendeels betaald door de verzekerden zelve ; het raderwerk is uiterst ingewikkeld en geeft onvermijdelijk aanleiding tot krenking en tot geschillen tusschen patroons en werklieden ; de loontrekkenden staan onder streng toezicht, eene schier inquisitoriale bewaking drukt op hen hun levenlang.

Daarenboven blijven een zeker getal werkers — en wel onder de meest behoeftigen — die geen rechtstreekschen patroon hebben, noodlottigerwijze verstoken van de verzekering ; dat is het geval met vele honderd duizenden huisarbeiders. Eindelijk kunnen zij die, al zijn ze geene eigenlijke loontrekkenden, toch niet meer winnen dan dezen, bij voorbeeld de kleine landbouwers, de weldaad der wet niet genieten. Konden zij niet genoeg sparen voor den ouden dag, dan blijft hun niets anders over dan private of openbare liefdadigheid.

Frankrijk. — Evenals in het Duitsche stelsel, is de grondslag de verplichting ; doch de inrichting verschilt merkkelijk. De verzekering is verplicht voor alle loontrekkenden van beiderlei kunne die minder dan 3,000 frank winnen ; zij is vrij voor pachters, hoevenaars, landbouwers, ambachtlieden, kleine patroons en voor loontrekkenden die tusschen 3,000 tot 5,000 frank winnen.

De verplichte stortingen, gelijk voor werkgevers en werknemers, zijn vastbepaald en eenvormig, wat ook het loon moge zijn. Zij bedragen jaarlijks 9 frank voor de mannen, 6 frank voor de vrouwen en fr. 4.50 voor de verzekerden beneden de 18 jaar.

De bijdragen worden, zooals in Duitschland, geleverd door de werkgevers, door middel van zegels, geplakt op de kaarten, doch de stortingen geschieden niet noodzakelijk wekelijks.

De verzekering wordt insgelijks gedaan bij kassen, toegelaten door den Staat en waarop deze toezicht houdt, doch de verzekerde mag ze vrij kiezen.

Deze kassen zijn niet gewestelijk zooals in Duitschland; het zijn of wel de nationale Lijfrentekas of departementale of gewestelijke lijfrentekassen, of patronale of syndicale kassen.

Eindelijk, heeft men rekening moeten houden met het getal en de belangrijkheid der maatschappijen van onderlingen bijstand: zij ook zijn toegelaten — op voorwaarde dat de Staat ze heeft erkend — om hare leden te verzekeren en genieten zelfs zekere bijzondere voordeelen.

Al deze kassen zijn volkomen onafhankelijk van elkander, terwijl in Duitschland een groot deel van de pensioenen (drie vierden van het ouderdomspensioen en het vast deel van het invaliditeitspensioen) worden bekostigd door den « gemeenen last », waartoe elke kas bijdraagt door storting van 40 % harer ontvangsten.

In Frankrijk heeft elke verzekerde zijne bijzondere rekening, terwijl in Duitschland alle persoonlijkheid verdwijnt. De verzekerde trekt het pensioen, gevormd door de kapitalisatie van de stortingen op zijn naam; hier geldt het dus zuivere kapitalisatie. De stortingen der patroons geschieden altijd met vervreemd kapitaal; die der loontrekkenden kunnen, zoo zij het aanvragen, geschieden met voorbehouden kapitaal.

Aan het aldus gevormd pensioen wordt op den leeftijd van 65 jaar, leeftijd voor de ingetreding, eene lijfrente van 60 frank door den Staat toegevoegd. Gedurende het overgangstijdperk, dat twintig jaren duurt, wordt de tegemoetkoming verhoogd tot een bedrag van 100 frank, volgens den leeftijd van den verzekerde.

Ingeval van onbekwaamheid tot den arbeid vóór den leeftijd van 65 jaar, kan de verzekerde de vereffening van zijn pensioen vervroegen; in dat geval wordt de tegemoetkoming van den Staat door een bijzonder reglement bepaald, zonder 60 frank te mogen te boven gaan. Vervroegde vereffening geeft doorgaans maar recht op een zeer gering pensioen. Dus ziet men dat in Frankrijk de wet vooral den leeftijd beoogt, daar de gevallen van invaliditeit slechts gelden als bijzaak, terwijl in Duitschland de wet vooral de invaliden betreft.

Daar de Fransche wet nog niet in werking is getreden, kan men onmogelijk oordeelen over hare gevolgen. In beginsel levert zij dezelfde bezwaren op als de Duitse wet: kostbaar bestuur, ingewikkeld raderwerk, toezicht dat op de loontrekkenden drukt. De toestand van de huiswerkers moet worden bepaald door een reglement van openbaar bestuur; dus is hij niet geregeld door de wet zelve, wat voor hen een groot nadeel is.

De kleine landbouwers, eindelijk, mogen, wel is waar, zich verzekeren; dat is een vooruitgang op de Duitse wet, doch hoevelen zullen gebruik maken van dit recht?

Er valt op te merken dat de verplichte verzekering in Frankrijk langen tijd hardnekkig werd bestreden door loontrekkenden en mutualiteiten, die daarin eene inbreuk op hunne bevoegdheid zagen. Bij het eerste onderzoek, in 1901, waren slechts 13 % van de antwoorden ten gunste van het

beginsel van verplichting; bij het tweede, in 1907, was de verhouding 34 %. Ziehier wat daaruit wordt besloten door den heer Cuvinot, verslaggever, in den Senaat, over de wet van 1910: « Uit de gezamenlijke verklaringen kan men moeilijk afleiden, zooals vaak werd herhaald, dat het wetsvoorstel, in 1900 ingediend bij de Kamer der Afgevaardigden, en het voorstel, in 1906 aangenomen door de Kamer, met ongeduld worden verbeid door de democratie ».

Dus zijn in Frankrijk de redenen voor het aannemen van dit stelsel niet te zoeken in den bijval welken het vond, maar veeleer in de onmacht van de gesubsidieerde vrijheid om het vraagstuk op te lossen, ondanks al de pogingen van de wetgeving en van de voorstanders van sociale instellingen.

Engeland. — In Engeland weigerde de wetgever steeds de verplichting in de wet op te nemen. Het vraagstuk van de ouderdomspensioenen werd achtereenvolgens, van 1883 tot 1903, bestudeerd door zes commissiën; in dit land hield de openbare meening zich veel bezig met de toepassing van de verplichte verzekering in Duitschland. Ondanks dit, is er onder een honderdtal ontwerpen, waaraan eenige openbaarheid werd gegeven tusschen 1890 en 1900, nagenoeg niet één dat geschoeid is op den Duitschen leest.

Deze koelheid van de meening in Engeland ten opzichte van de Duitsche denkbelden op dit gebied is uit te leggen door het grondig verschil tusschen het karakter van beide volkeren. Het begrip van verplichting schrikt den Engelschen werkman af. Met reden vreest hij, dat daaruit zou voortvloeien eene beperkende regeling van de hem zoo dierbare vrijheid en hij niet meer naar goeddunken zou kunnen beschikken over gansch zijn loon. We zijn gerechtigd de vraag te stellen of de Belgische werkman er niet eveneens over denkt.

Ziehier de groote omtrekken van de Engelsche wet: Elke persoon van meer dan 70 jaar, die min dan 31 pond sterling (793 frank) jaarlijksch inkomen heeft, krijgt een pensioen, verschillend tusschen 1 en 5 shillings per week, naar gelang van zijne hulpmiddelen. Feitelijk ontvangen bijna al de gepensionneerden (90 %) het maximum, zijnde 325 frank per jaar.

Doch om recht te hebben op het pensioen, moet men beantwoorden aan zekere vereischten van zedelijkheid: geene lijfstraf hebben ondergaan, geen onderstand van openbare liefdadigheid trekken, niet gewoonlijk een luiaard zijn. Het feit dat men zekere minimum-stortingen heeft gedaan in maatschappijen van onderlingen bijstand en dat men zekere sommen als spaargeld heeft belegd, wordt beschouwd als voldoende bewijs dat er geene uitsluiting bestaat wegens luiheid.

De werking der wet is uiterst eenvoudig. Een door den Staat benoemde beambte voor eene bepaalde omschrijving (in 't geheel zijn er 372) ontvangt de aanvragen en stelt het onderzoek in; op zijn verslag beslist een Comité, benoemd door de Raden der graafschappen, vlekken of districten,

over de aanvragen; het *Local Government Board* neemt kennis van het beroep tegen de beslissingen van de plaatselijke Comiteiten.

De pensioenen worden wekelijks uitbetaald door de postkantoren. Zij komen gansch ten laste van de Openbare Schatkist. Op 31 Maart 1910, bedroegen zij nagenoeg 700,000, dus 53 % van de bevolking die 70 jaar is. Tusschen 29 Maart 1909 en 31 Maart 1910 werd slechts in 5,600 gevallen, dus 8 „, in beroep gekomen, waaruit blijkt hoe eenvoudig de wet is. De pensioenen bedroegen gemiddeld 345 frank, de gansche uitgave beliep 220 miljoen en de bestuurskosten bereikten slechts 1,850,000 frank.

Naast deze onbetwistbare voordeelen, levert de Engelsche wet dit erg bezwaar op, dat zij enkel den leeftijd doch niet de invaliditeit voorziet. De wetgever heeft echter blijk gegeven van zijn inzicht de invaliditeit te verbinden met de ziekte en eene wet te maken voor beide gevallen te zamen.

De twee voornaamste bezwaren, aangevoerd tegen de Engelsche wet, bestaan meer in schijn dan in werkelijkheid: Hare bestrijders leggen haar ten laste, dat zij eene loutere onderstandswet is, alle voorzorg, elke persoonlijke inspanning doodt, en, in de tweede plaats, dat zij de Openbare Schatkist te duur komt te staan.

Wat betreft het eerste verwijt, heeft de wetgever er zich op toegelegd een duidelijk onderscheid te maken tusschen het pensioen en den onderstand, die te allen tijde in Engeland goed was ingericht. Deze hangt af van het goedvinden der begevers, terwijl het pensioen een recht is voor allen die beantwoorden aan de vereischten. In Engeland bezit de ondersteunde geen kiesrecht, terwijl de gepensioneerde al zijne burgerlijke en politieke rechten geniet.

Overigens bevat elk stelsel van pensioen, het zij gesteund op gesubsidiëerde vrijheid of op verplichte verzekering, een zeker deel van onderstand, ten gevolge van de bijdrage van den Staat en van den patroon. Het is eene kwestie van hoeveelheid en niets verhindert den Staat, eenmaal het beginsel van bijdrage aangenomen zijnde, gansch het pensioen te zijnen laste te nemen.

Het sparen en de aansluiting bij maatschappijen van onderlingen bijstand zijn zooveel mogelijk beschermd door de bovenvermelde bepaling in zake van luiheid. Niets verhindert, overigens, dat dit stelsel worde gepaard met dit van de gesubsidiëerde vrijheid en dat voorzorg worde aangemoedigd door toelagen van den Staat ten bate van hen die gesteld zijn op een hooger pensioen dan het door de wet gewaarborgde minimum. Doch kan men verder gaan? Hebben we niet in België een treffend voorbeeld van het onvoldoende eener wetgeving die enkel vrije voorzorg en persoonlijk streven beoogt? Wat ligt er sociaals of zedelijks in de verplichting zelve? Geeft de werkmán, wien de patroon een deel van zijn loon afhoudt om hem eene lijfrente te bezorgen, blijk van voorzorg?

Wij denken dus, dat er niet al te veel belang is te hechten aan dit argument, vaak vooruitgezet door hen die zich beroepen op vrijheid, wanneer zij eigenlijk niets willen doen. Integendeel kan men ten voordeele van de

Engelsche wet inbrengen, dat in Denemarken dergelijk stelsel bestaat sedert 1891 en iedereen bevredigt. In Engeland zelf zijn de stortingen bij de Spaarkas in 1909, het eerste jaar van de toepassing der wet, verhoogd met 100,000,000 frank; deze beleggingen bedragen gemiddeld 500 frank, dus worden zij wel degelijk gedaan door personen die tot den werkenden stand behoren.

Het tweede verwijt luidt, dat het de Schatkist te duur zou kosten. Ja, het Engelsch stelsel is voor den Staat, dat is voor de collectiviteit, veel schadelijker dan verplichte verzekering, zoo men enkel het oog houdt op den rechtstreekschen last. Doch er is ook rekening te houden met de onrechtstreeksche lasten, de overgrootte sommen, als bijdrage betaald door werkgevers en werknemers. 't Is eene wezenlijke belasting op nijverheid en landbouw en voor deze kan zij de ergste gevolgen hebben in zake van uitvoer. Binnen het land zal zij noodlottigerwijs drukken op de verbruikers, de collectiviteit, dewijl zij de levenskosten zal verhoogen, zoodat op den duur nogmaals de gansche samenleving den last der pensioenen draagt, evenals met het Engelsch stelsel. Doch dit laatste heeft op verplichte verzekering dit groot voordeel, dat het den last naar willekeur laat verdeelen, bijvoorbeeld de goeude klassen treffen zonder de arme klassen te treffen.

Het voornaamste voordeel van de Engelsche wet, volgens ons, dat al de andere te boven gaat, is dat zij niet eene bepaalde klas, arbeiders, ambachtslieden of kleine landbouwers beoogt, maar allen die op hun ouden dag, na een eervol, werkzaam leven te hebben geleid, in nood verkeerden, omdat hun loon of hunne verdere middelen ontoereikend waren om zich een ouderdomspensioen te verschaffen. Geene wetgeving, gegrond op voorafgaande stortingen van de pensioentrekkenden, kan een zoo ruim, zoo edel doel bereiken. Dit is de waarlijk menschlievende, edelmoedige en tevens practische zijde van de Engelsche wet; daar tegenover moeten alle andere overwegingen wijken. 't Is overigens ook het ideaal, beoogd door de wet van 1900, hetwelk zij ongelukkig niet kon bereiken, uit hoofde van de valsche beginselen waarop zij steunde.

Kortom, onder de drie stelsels van ouderdomspensioenen moet het eerste, gegrond op gesubsidiëerde vrijheid, ofschoon in theorie beter dan de twee andere, worden afgewezen, omdat het in de practijk ondoelmatig bleek, overall waar het werd toegepast. Verplichting, alhoewel minder goed dan vrijheid in zedelijk en maatschappelijk opzicht, heeft op haar dit groot voordeel van proefondervinding in Duitschland. Doch wat goed is voor het eene land, is het niet noodzakelijk voor een ander. Overigens wordt dit stelsel in Duitschland zelf erg gehemeld, vooral omdat daardoor een aantal werkers, die geen rechtstreekschen patroon hebben, uitgesloten zijn; dezen ontsnappen aan de verplichting en hebben bijgevolg geen recht op pensioen.

Daarom ook mogen wij ons niet laten verblinden door het voorbeeld van Duitschland: de geestesgesteldheid en de zeden zijn er gansch anders dan ten onzent, de loonen hooger, de nijverheidstakken grootendeels beschermd door rechten.

Om deze redenen achten wij, dat er in België geen sprake kan zijn van verplichting, behalve wellicht voor eenige groote nijverheidsbedrijven, bij voorbeeld de kolenmijnen.

Dus blijft nog enkel het stelsel van het kosteloos pensioen over. Wij weten wel, dat ook dit stelsel verre van volmaakt, dat het vatbaar is voor menige critiek; maar per slot van rekening levert het de minst erge bezwaren op en is het vooral het eenige, dat het vraagstuk kan oplossen voor al de personen, zonder uitzondering, die recht hebben op de tusschenkomst van den Staat in zake van ouderdomspensioenen.

*
* * *

Het wetsvoorstel beoogt enkel den ouderdom, niet de invaliditeit. Deze is rechtstreeks verbonden aan de ziekte, waarvan zij eene verlenging is, voor zooveel zij niet valt onder de toepassing van de ongevallenwet.

Daarom denken wij dat het voorbarig ware eene wet op de invaliditeit te maken vóór eene wet op de ziekte; toch twijfelen wij niet of beide vraagstukken zullen eerlang worden onderzocht.

Het wetsvoorstel, uitgaande van de Engelsche en de Deensche wet op de ouderdomspensioenen, komt op vele punten de wet van 10 Mei 1900 nabij wat betreft hare overgangsbepalingen (art. 9 en 10).

Wij achten nuttig hier haren tekst te herinneren :

« Eene jaarlijksche toelage van 65 frank wordt verleend aan elkē werkman of oud werkman die Belg is, eene verblijfplaats in België heeft, den leeftijd van 65 jaar heeft bereikt op 1 Januari 1904 en in nood verkeert.

» Naarmate zij den ouderdom van 65 jaar bereiken, kunnen de werklieden, die ten minste 55 jaar oud zijn op 1 Januari 1904, dezelfde toelagen genieten, onder dezelfde voorwaarden; enz. »

Deze overgangsbepaling is dus niet meer van toepassing op de personen geboren na 1845, 't is te zeggen, dat te rekenen van 1911 de personen die 65 jaar oud zijn geen recht meer zullen hebben op de tegemoetkoming.

Doch stellig is het, dat gezien het groot getal door de wet bedoelde personen, die zich niet hebben aangesloten en het ontoereikende van de pensioenen, tien jaren nadat de wet bestaat, de Regeering verplicht zal zijn de overgangsbepaling onbepaald te verlengen; feitelijk kan de tegemoetkoming van 65 frank worden beschouwd als voorgoed verworven; dus heeft de Regeering reeds den door ons voorgeschreven weg betreden.

Deze tegemoetkoming van 65 frank is volstrekt ontoereikend, zoo zij een ouderdomspensioen moet worden.

Wij hebben het bedrag van 360 frank, 1 frank per dag, aangenomen, omdat het beantwoordt aan een algemeen aangenomen verlangen.

Wij hebben het pensioen niet beperkt tot de werklieden of gewezen werklieden, zooals in de overgangsbepaling; wij meenen dat het moet worden verleend aan elkē persoon die het noodig heeft en het waardig is.

zonder onderscheid van beroep. Feitelijk zullen de overgrootste meerderheid van de pensioentrekkenden zijn werklieden of gewezen werklieden. Wij erkennen overigens, dat doorgaans de overgangsbepaling wordt toegepast in een zeer ruimen, edelmoedigen geest.

Voor de andere bestanddeelen van het wetsvoorstel hebben wij getracht zooveel mogelijk den geest van de overgangsbepaling en de daarop doelende koninklijke besluiten te eerbiedigen : wij handhaafden den leeftijd van 65 jaar en namen dezelfde grondslagen aan om de behoeftige omstandigheden te bepalen.

Doch wij willen het pensioen den onzekeren en wat willekeurigen aard van de tegemoetkoming ontnemen ; daarom ook hebben wij in de wet zelve zoo nauwkeurig mogelijk de bedingen van behoefte omschreven, waardoor allen die er aan beantwoorden een recht op pensioen erlangen (art. 2).

Ook hebben wij getracht haar alle karakter van weldadigheid te ontnemen : om die reden is hij, die gewoonlijk geldelijken onderstand van een weldadigheidsbureel geniet, verstoken van het recht op pensioen (art. 3, 1^o).

Wij beoogden insgelijks geen schade te doen aan het sparen noch aan de voorzorg : daarom komen, bij de berekening van de middelen, niet in aanmerking het huis door den verzoeker bewoond en hem toehoorend, zoo deze eigendom vrij is van personeele belasting krachtens de wet op de werkmanswoningen, evenmin als de stortingen op de Spaarkas beneden 5,000 frank, noch de renten, ter Lijfrentekas gevestigd tot een bedrag van 300 frank per jaar (art. 2).

De Pensioenscomiteiten, die in stede van de Beschermingscomiteiten optreden voor het toekennen van pensioenen, hebben wij getracht te behoeden tegen allen politieken invloed, door de personen die een openbaar mandaat bekleeden ervan uit te sluiten.

Wij hebben het getal Pensioenscomiteiten vermenigvuldigd, opdat hunne omschrijving meer beperkt zou zijn (art. 9); wij voorzagen een agent voor de pensioenen, om het stoffelijk werk van het onderzoek te verrichten en aldus de Comiteiten te ontlasten (art. 11).

Wij hebben nuttig geoordeeld aan de Comiteiten toe te voegen een ambtenaar van het Ministerie van Arbeid, die raadgevende stem zal hebben en hen kan inlichten over de vaak moeilijke toepassing van de wet, alsmede een geneesheer, die de verklaringen van de verzoekers kan nagaan, wanneer de behoefte voortspruit uit ziekte of gebrekkelijkheid.

De agenten voor de pensioenen, onafhankelijke en bestendige ambtenaren, belast met het onderzoek en kunnende, bij voorkomend geval, in beroep komen bij de daartoe aangestelde Commissie, zullen een rechtstreeksch toezicht uitoefenen op de beslissingen van de Pensioenscomiteiten.

Wij hebben noodig geacht een artikel (art. 16) toe te voegen tot wijziging der wet van 10 Mei 1900, op zoodanige wijze dat de personen, aangesloten bij de Lijfrentekas door bemiddeling van mutualiteiten, behan-

deld worden op denzelfden voet als de rechtstreeks aangeslotenen en worden uitgesloten van de weldaad der premiën, zoo zij het bedrag aan belasting betalen voorzien bij artikel 2. Zoodoende, wilden wij een einde maken aan de misbruiken waartoe de tegenwoordige toepassing van de wet aanleiding geeft.

A. MAY.

**Proposition de loi concernant
les pensions de vieillesse.**

ARTICLE PREMIER.

Tout sujet belge âgé de 65 ans au moins recevra une pension de 360 francs par an à charge du Trésor public s'il justifie devant les autorités compétentes :

1° Qu'il possède la qualité de Belge depuis vingt ans au moins avant la demande ;

2° Qu'il a résidé en Belgique ou au Congo pendant cinq ans avant la demande, ou pendant trente ans à toute autre époque ;

3° Qu'aucune des clauses d'exclusion ci-après énumérées ne lui est applicable ;

4° Que ses ressources évaluées comme il sera dit ci-après n'excèdent pas 360 francs par an.

ART. 2.

Les ressources de l'impétrant seront établies d'après les résultats de l'année antérieure à celle durant laquelle la demande sera instruite.

Toutefois il ne sera pas tenu compte des avantages que l'impétrant retire :

1° Du produit de son travail ;

2° De son affiliation à une caisse de retraite ou à une société de secours mutuels, à moins que les pensions accumulées n'excèdent la somme de 600 francs.

Wetsvoorstel betreffende de ouderdomspensioenen.

ARTIKEL 1.

Elke Belgische onderdaan, die den leeftijd van ten minste 65 jaar heeft bereikt, ontvangt een jaarlijksch pensioen van 360 frank ten laste van de Schatkist, indien hij voor de betrokken overheids-personen bewijst :

1° Dat hij, sedert ten minste twintig jaar vóór de aanvraag, de hoedanigheid van Belg bezit ;

2° Dat hij in België of in Congoland heeft verbleven gedurende vijf jaar vóór de aanvraag, of gedurende dertig jaar op elk ander tijdstip ;

3° Dat geen van de hierna vermelde bedingen van uitsluiting op hem toepasselijk is :

4° Dat zijne geldmiddelen, berekend zooals verder wordt gezegd, 360 frank per jaar niet te boven gaan.

ART. 2.

De geldmiddelen van den verzoeker worden vastgesteld naar de uitkomsten van het jaar voorafgaande aan dit gedurende hetwelk de aanvraag wordt onderzocht.

Komen echter niet in aanmerking de voordeelen die de verzoeker trekt :

1° Uit de opbrengst van zijnen arbeid ;

2° Uit zijne aansluiting bij eene pensioenkas of bij eene maatschappij van onderlingen bijstand, tenware de bijeengenomen pensioenen de som van 600 frank niet overtreffen.

Dans ce cas il y aura lieu à réduire la pension payée par le Trésor jusqu'à due concurrence;

3° De la possession d'une maison exonérée de contributions et taxes, par application de l'article 10 de la loi du 9 août 1889, ou de la possession d'un capital mobilier ou d'un bien dont l'import ou la valeur n'excèdent pas 5,000 francs. Les conjoints non séparés de corps ni divorcés sont présumés jouir par moitié des ressources communes.

S'il est établi que l'impétrant s'est dépouillé de tout ou partie de ses biens dans le but d'obtenir la pension, la valeur aliénée sera comptée fictivement dans ses ressources. Il sera exclu du bénéfice de la pension pour un terme de trois ans.

ART. 3.

Seront exclus du bénéfice de la présente loi :

1° Ceux qui reçoivent habituellement de la bienfaisance publique des secours en espèces ou sous forme d'hospitalisation. L'assistance médicale et pharmaceutique ne sont pas considérées comme secours au sens de la présente disposition;

2° Ceux qui, étant valides, ne seront pas livrés à un travail régulier pour subvenir à leurs besoins et à l'entretien des membres de leur famille auxquels ils devaient des aliments;

3° Ceux qui ont été frappé de la suspension de leurs droits électoraux par application de l'article 21 de la loi électorale, pour la durée de cette suspension.

In dit geval moet het pensioen, door de Schatkist betaald, worden vermindert tot 't verschuldigd bedrag;

3° Uit het bezit van een huis, vrijgesteld van belastingen en heffingen, met toepassing van artikel 10 der wet van 9 Augustus 1889, of uit het bezit van een roerend kapitaal of van een goed waarvan het bedrag of de waarde 5.000 frank niet te boven gaan. De niet van tafel en bed gescheiden en de niet wettelijk gescheiden echtgenooten worden geacht de middelen, die hun gemeen zijn, elk voor de helft te genieten.

Is het bewezen, dat de verzoeker zich heeft ontmaakt van al zijne goederen of van een gedeelte daarvan ten einde het pensioen te verkrijgen, dan wordt de vervreemde waarde medegeteld als bevat in zijne middelen. Hij wordt uitgesloten van de weldaad van het pensioen voor een termijn van drie jaren.

ART. 3.

Worden niet tot het voordeel dezer wet toegelaten :

1° Zij, die gewoonlijk vanwege de openbare weldadigheid onderstand in geld of onder den vorm van opnemings in een zieken- of armbuis genieten. Genees- en artseneijkundige hulp wordt niet beschouwd als onderstand naar luid van deze bepaling;

2° Zij die, in 't bezit van hun werkkraft, niet regelmatig hebben gearbeid ten einde te voorzien in hunne behoeften en in het onderhoud der leden van hunne familie aan wie ze verzorging verschuldigd waren ;

3° Zij die, met toepassing van artikel 21 der kieswet, werden gestraft met schorsing van hunne kiesrechten. voor den duur dezer schorsing.

ART. 4.

La pension sera retirée s'il est établi :

1^o Qu'une des conditions prévues à l'article 1 n'était pas remplie ou a cessé de l'être ;

2^o Qu'une des causes d'exclusion prévues aux articles 2 et 3 existait au moment de l'octroi de la pension ou s'est produite ultérieurement.

ART. 5.

Les pensions de vieillesse régies par la présente loi sont payables par anticipation et par quartiers trimestriels de la manière et moyennant les justifications prescrites par un arrêté royal.

ART. 6.

La pension commence à courir à partir du trimestre qui suit l'introduction de la demande.

ART. 7.

La pension est incessible et insaisissable.

ART. 8.

Il est statué sur toutes les demandes de pension de vieillesse, ainsi que toutes les questions s'y rapportant, notamment en ce qui concerne le retrait d'une pension accordée précédemment, par les Comités des pensions.

ART. 9.

Il sera institué au moins un Comité des pensions par arrondissement admi-

ART. 4.

Het pensioen wordt ingetrokken, wanneer het is bewezen :

1^o Dat eene der voorwaarden, voorzien bij artikel 1, niet was vervuld of ophield te zijn vervuld ;

2^o Dat eene der oorzaken van uitsluiting, voorzien bij de artikelen 2 en 3, bestond op 't oogenblik dat het pensioen werd toegekend of zich later voordeed.

ART. 5.

De ouderdomspensioenen, door deze wet beheerd, zijn vooruit en bij driemaandelijksche gedeelten betaalbaar, op de wijze bepaald bij een koninklijk besluit en mits de bewijzen, daarbij vereischt, zijn ingebracht.

ART. 6.

Het pensioen gaat in te rekenen van het trimester volgende op het indienen der aanvraag.

ART. 7.

Het pensioen kan afgestaan noch in beslag genomen worden.

ART. 8.

Over al de aanvragen tot bekoming van een ouderdomspensioen, alsmede over al de vraagstukken die daarop betrekking hebben, namelijk wat betreft het intrekken van een vroeger verleend pensioen, wordt uitspraak gedaan door de Pensioenscomiteiten.

ART. 9.

Er wordt ten minste één Pensioenscomiteit ingesteld per bestuurs-

nistratif. Un arrêté royal pris en exécution de la présente loi déterminera leur nombre et leur juridiction, selon la population; il y en aura au moins un par 100,000 habitants.

ART. 10.

Chaque Comité se composera : des juges de paix de son ressort; d'un nombre égal de fonctionnaires de l'enregistrement à désigner par le Gouvernement; d'un nombre égal de représentants des institutions de prévoyance du ressort à désigner par la Députation permanente; de dix membres à désigner, moitié par le Gouvernement et moitié par la Députation permanente, parmi les personnes n'occupant aucun mandat public.

Tous les membres du Comité devront être domiciliés dans son ressort.

A chaque Comité seront adjoints, à titre consultatif, un fonctionnaire du Ministère du Travail et un médecin assermenté à désigner par le Ministre du Travail.

ART. 11.

Un arrêté royal nomme pour le ressort de chaque Comité des pensions un ou plusieurs fonctionnaires, agents des pensions, chargés de faire une enquête et de rédiger un rapport sur toute demande de pension ou toute question s'y rapportant, soumises au Comité des pensions de son ressort.

Le Comité des pensions pourra adjoindre aux agents des pensions des délégués choisis dans son sein ou en dehors, lesquels accompagneront les agents dans leurs enquêtes et feront rapport conjointement avec eux.

arrondissement. Een koninklijk besluit, ter uitvoering van deze wet uitgevaardigd, bepaalt hun getal en hun rechtsgebied, volgens de bevolking; er moet er ten minste één zijn per 100,000 inwoners.

ART. 10.

Elk Comiteit bestaat uit : de vrede-rechters van zijn gebied; een gelijk getal ambtenaren der registratie, door de Regeering aan te wijzen; een gelijk getal vertegenwoordigers der verzorgingsinstellingen van het gebied, door de Bestendige Deputatie aan te wijzen; tien leden voor de helft aan te wijzen door de Regeering, voor de helft door de Bestendige Deputatie, onder de personen aan wie geen enkel openbaar mandaat is opgedragen.

Al de leden van het Comiteit moeten hunne woonplaats hebben binnen het gebied daarvan.

Aan elk Comiteit worden, tot raadgeving, toegevoegd een ambtenaar van het Ministerie van Arbeid en een beëdigde genceesheer, door den Minister van Arbeid aan te wijzen.

ART. 11.

Een koninklijk besluit benoemt, voor het gebied van ieder Pensioenscomiteit, één of meer ambtenaren, pensioensagenten geheeten, gelast een onderzoek in te stellen naar en een verslag op te maken over elke aanvraag om pensioen of over elk vraagstuk, daarmede in verband staande, aan het Pensioenscomiteit van zijn gebied onderworpen.

Het Pensioenscomiteit kan aan de pensioensagenten afgevaardigden toevoegen, uit zijn midden of daarbuiten gekozen; deze afgevaardigden staan de agenten ter zijde bij hun onderzoek en doen verslag, gezamenlijk met hen.

ART. 12.

Il est nommé par province une Commission d'appel composée de cinq membres : deux nommés par le Ministre du Travail dont l'un choisi parmi les membres du Conseil supérieur de l'Industrie et du Travail et l'autre parmi les fonctionnaires supérieurs de l'un des départements ministériels; deux nommés par la Députation permanente, dont l'un choisi parmi les conseillers de la Cour d'appel du ressort et l'autre parmi les membres du Conseil supérieur de l'Industrie et du Travail; un nommé par le Ministre des Finances et choisi parmi les directeurs de l'enregistrement ou des contributions.

Les décisions de la Commission d'appel sont définitives.

ART. 13.

Les demandes de pension sont établies suivant des formules déterminées par un arrêté royal; elles doivent être adressées au Comité des pensions soit par l'impétrant, soit par l'Administration communale.

ART. 14.

Le Comité des pensions se réunit au moins une fois par trimestre et statue, sur rapport de l'agent des pensions, sur toutes les demandes de pension ou les questions s'y rapportant reçues pendant le trimestre précédent.

ART. 15.

L'agent des pensions et l'impétrant peuvent prendre leur recours devant la Commission d'appel contre toute décision du Comité.

ART. 12.

Er wordt, per provincie, eene Commissie voor hooger beroep benoemd, bestaande uit vijf leden : twee aangewezen door den Minister van Arbeid, één van dezen gekozen onder de leden van den Hoogeren Raad van Nijverheid en Arbeid, de andere onder de hooge ambtenaren van een der ministerieele Departementen; twee benoemd door de Bestendige Deputatie, één van dezen gekozen onder de raadsheeren bij het Hof van beroep des gebieds, de andere onder de leden van den Hoogeren Raad van Nijverheid en Arbeid; één benoemd door den Minister van Financiën en gekozen onder de bestuurders der Registratie of der Belastingen.

De beslissingen van de Commissie voor hooger beroep zijn eindbeslissingen.

ART. 13.

De pensioensaanvragen geschieden in den vorm, bij koninklijk besluit vastgesteld; zij moeten worden gezonden aan het Pensioenscomiteit, hetzij door den verzoeker, hetzij door het Gemeentebestuur.

ART. 14.

Het Pensioenscomiteit vergadert ten minste eenmaal per trimester en doet, op verslag van den pensioensagent, uitspraak over al de pensioensaanvragen of vraagstukken die daarop betrekking hebben, gedurende de voorgaande drie maanden ontvangen.

ART. 15.

De pensioensagent en de verzoeker kunnen van elke beslissing des Comiteits in beroep komen bij de Commissie voor hooger beroep.

ART. 16.

Toute personne lésée par le refus ou le retard du Comité des pensions peut s'adresser dans les formes prescrites par arrêté royal à la Commission d'appel. Celle-ci peut évoquer l'affaire et statuer souverainement sur la demande, ou la renvoyer devant le Comité en lui impartissant un délai pour prononcer

ART. 16.

Elke persoon, gekrenkt door weigering of nalatigheid vanwege het Pensioenscomiteit, kan zich, in den bij koninklijk besluit voorgeschreven vorm, wenden tot de Commissie voor beroep. Deze kan zich zelf met de zaak belasten en, in hoogsten aanleg, uitspraak doen over de aanvraag of deze verwijzen naar het Comiteit, met bepaling van een termijn voor de uitspraak.

ART. 17.

Il sera pourvu par arrêté royal à toutes les mesures d'exécution de la présente loi.

ART. 17.

Bij koninklijk besluit wordt voorzien in al de maatregelen tot uitvoering dezer wet.

ART. 18.

La loi du 10 mai 1900 est modifiée comme suit :

ARTICLE 1^{er}, 1^o Après les mots : « sous la garantie de l'État », intercaler : « soit directement soit ».

ARTICLE 1^{er}, 2^o Supprimé.

ART. 2. Supprimer le mot « directement ».

ART. 18.

De wet van 10 Mei 1900 wordt gewijzigd als volgt :

ARTIKEL 1, 1^o na de woorden : « onder waarborg van den Staat », in te voegen : « hetzij rechtstreeks, hetzij » ;

ARTIKEL 1, 2^o valt weg.

ART. 2. Het woord « rechtstreeks » valt weg.

A. MAY.

L. JOUREZ.

Fg. MASSON.

R. CLAES.

ALBERT ASOU.

PAUL NEVEN.